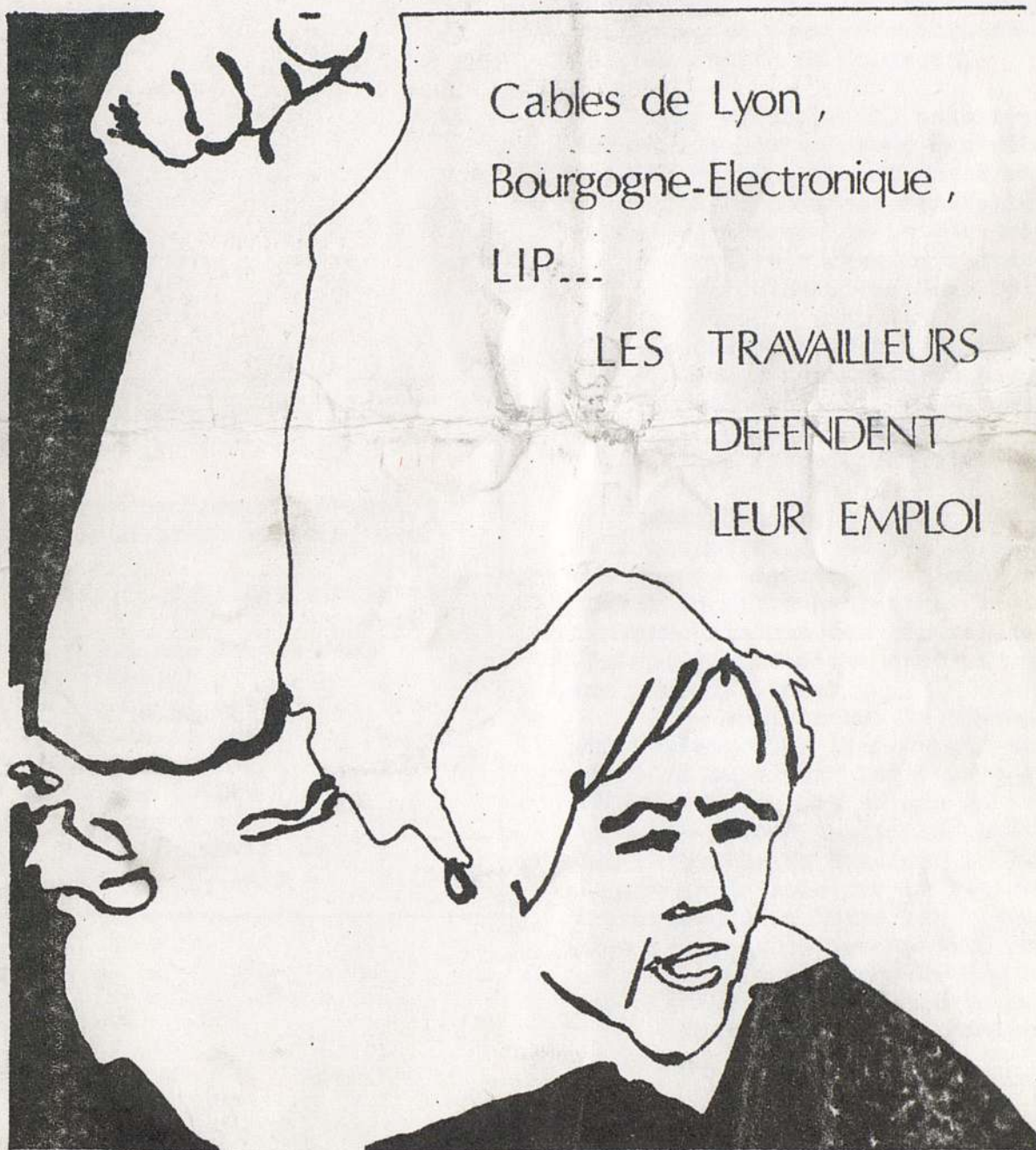


BULLETIN DE LIAISON OUVRIER

n°2

de la banlieue nord ouest



Cables de Lyon ,
Bourgogne-Electronique ,
LIP...

LES TRAVAILLEURS
DEFENDENT
LEUR EMPLOI

CE BULLETIN EST LE RESULTAT D'UNE RENCONTRE QUI S'EST TENUE A
COLOMBES LES 20 ET 21 MARS 1976 A L'INITIATIVE DE TRAVAILLEURS
D'ENTREPRISES DE LA REGION.
IL DOIT SERVIR D'ECHANGE D'EXPERIENCE ET DE LIAISON ENTRE LES
TRAVAILLEURS D'AVANT-GARDE DES DIFFERENTES ENTREPRISES DE LA
BANLIEUE NORD OUEST.
SI TU ES INTERESSE, PRENDS CONTACT AVEC LE CAMARADE QUI TE L'A
REMIS.

1fr.

IN THE COURT OF THE

200

1907

James M. Smith

THE COURT OF THE

RECEIVED

THE COURT OF THE



THE COURT OF THE

THE COURT OF THE

THE COURT OF THE

présentation

Les 20 et 21 Mars dernier, s'est tenue à Colombes une rencontre ouvrière de la banlieue Nord-Ouest de Paris. Y étaient présents des travailleurs des Câbles de Lyon Clichy "A" et "D", de Carbone-Lorraine, de General Motors, de Chausson, de Kléber, d'Ericsson, des camarades immigrés marocains et algériens, des chômeurs de Colombes et Gennevilliers, et deux camarades du CET de l'Industrie de Colombes.

Dans ce bulletin, nous reproduisons le compte-rendu des débats qui ont eu lieu durant cette rencontre. Il y en a eu principalement trois: - l'attaque de la bourgeoisie et les tâches de l'avant-garde ouvrière dans la région, - que faire dans les syndicats (avec une discussion sur les femmes), - les problèmes et les luttes des travailleurs immigrés.

sommaire

- * Dans la banlieue Nord- Ouest, une rencontre ouvrière, pourquoi ? p.4-5
- * Que faire dans les syndicats ? p.6
- * La place des femmes dans l'entreprise p.7
- * Problèmes et luttes des travailleurs immigrés p.8-9
- * Lip Lip Lip p.10-11
- * Echos des boîtes
 - Ericsson (Colombes) p.13
 - GM (Gennevilliers) p.14
 - Câbles (Clichy A) p.15-16

Mais dans ce bulletin, nous essayons aussi de mettre en pratique un des aspects principaux ressortis de cette rencontre: la nécessaire liaison des travailleurs d'avant-garde. C'est dans ce sens que nous publions:

- un article sur la répression aux Câbles et la liaison qui se met en place au niveau local avec le comité de soutien et au niveau national avec la préparation du meeting des licenciés de Durafour le 12 Juin.
- un article sur la liaison des travailleurs en lutte sur l'emploi, avec la coordination nationale qui se met en place autour de Lip et notre place dedans cette lutte.
- des échos des entreprises de la région (GM, Ericsson...).

Que ce bulletin devienne une arme sur la région et permette une meilleure coordination des travailleurs d'avant-garde !

C'est tous ensemble
qu'il faut frapper !

DANS LA BANLIEUE Nord-Ouest →

POURQUOI?

1/ L'ATTAQUE DE LA BOURGEOISIE ET LESTACHES DE L'AVANT-GARDE DANS LA REGION.

La discussion a essayé d'analyser l'offensive patronale dans la région et la technique utilisée par le patronat et le gouvernement contre les luttes qui se sont déroulées l'an dernier sur la région et que l'on retrouve aujourd'hui dans les luttes de la SONACOTRA, de Paris-Rhône, de Bourgogne-Electronique, etc...

- L'offensive du patronat sur la région se fait durement sentir. Ils veulent faire payer leur crise aux travailleurs et en profitent pour rentabiliser leurs entreprises. D'où de nombreuses restructurations: - élimination des secteurs non rentables en France, avec le développement de filiales à l'étranger (Carbone, Général Motors), - déplacement de l'usine, ou d'une partie de l'usine en province (Chausson-Asnières, fabrication à Carbone-Lorraine, déplacement du téléphonique aux Câbles-Clichy).

Cela amène pour les travailleurs:

- chômage (Câbles-Gennevilliers)
- chômage technique (General Motors) et réduction d'horaires (Carbone: 36 h.)
- embauche systématique d'intérimaires et contrats à durée limitée (General Motors)
- montée des prix et blocage des salaires
- aggravation des conditions de travail.

C'est dans ce cadre aussi qu'il faut analyser l'offensive du patronat sur la nouvelle grille de classification dans la métallurgie (de nombreuses interventions y sont revenues) et qui fait partie de la même attaque pour rentabiliser l'économie sur le dos des travailleurs.

- D'autre part, la discussion a porté sur les questions soulevées par la tactique du patronat et du gouvernement face aux luttes.

En effet, ils n'hésitent pas à jouer au chantage pour faire accepter leur plan. Exemple: réduction d'horaires à 36 h. à la fabrication au Carbone alors que dans le même temps ils demandent du monde pour travailler la nuit dans ce même atelier.



UNE RENCONTRE OUVRIERE..

- en cas de lutte: c'est l'intransigeance totale: recours à l'épreuve de force (flics, chiens, fascistes à Chausson, et même assassinat aux Câbles) ; déménagement des machines (comme à Chausson, Renault), ou des commandes (comme au Carbone, à la microfusion) .
- après les luttes: c'est une offensive anti-syndicale comme on l'a rarement vue. Ils traînent les travailleurs et les syndicats devant les tribunaux, comme on le voit aux Câbles, après Chausson l'an dernier. Ils se servent des résultats des tribunaux pour licencier les délégués avec une volonté délibérée de casser le syndicat (comme pour les Câbles), ou alors, ils licencient sans autre forme de procès (comme à Chausson l'an dernier) .

Cette tactique du pouvoir pose le problème de la coordination des usines en lutte pour y faire face (comme on en a vu un début l'an dernier entre Chausson et les Câbles). C'est indispensable quand les conflits durent longtemps, comme pour cette entreprise dont parlait un travailleur de Chausson qu'il était allé voir, et qui en était à son 180ème jour de grève.

Mais l'expérience montre aussi le blocage que constitue l'activité des réformistes: refus des formes de lutte les plus avancées (exemple de Chausson au moment des affrontements pour refuser la sortie des camions), refus de l'unification des luttes, ce qui empêche une réelle coordination entre les usines d'un même trust du fait qu'ils tiennent l'Intersyndicale, comme cela a été sensible à Chausson. En fait, c'est le refus de l'épreuve de force, dans la crainte d'une dynamique sociale incontrôlable, quand ce n'est pas purement et simplement le cassage des luttes (comme à Kléber) .

Comme le disait un camarade: "Aujourd'hui, la combativité est très forte (comme on l'a vu à la SMCF); les réformistes veulent la canaliser, quand ce n'est pas l'étouffer ou même la casser; l'offensive du pouvoir est très dure, et on se dit que seul, on ne peut rien faire. Et on ressent la nécessité d'une riposte d'ensemble."

Cette riposte, il faut qu'elle soit sur des objectifs clairs:

- refus de payer les frais de la crise,
- lutte contre le chômage et les licenciements,
- lutte contre le chômage technique et les mutations avec perte de salaire,
- lutte contre le blocage des salaires.

C'est sur ces objectifs que nous devons unifier les luttes que nous menons éparpillés et isolés dans nos usines.

- Dans ce combat, les tâches de l'avant-garde ouvrière sont importantes. Autour de la question: "Comment lutter pour gagner?", un débat s'est engagé sur les formes de luttes, et particulièrement sur l'importance du combat pour l'unité ouvrière, qu'il s'agisse:

-de l'unité entre Français et Immigrés (c'était un des aspects décisifs des luttes de Chausson et des Câbles),

-de l'unité entre les hommes et les femmes (comme à la General Motors pour la lutte contre la sortie des femmes à 0 h. 30 du matin),

-ou de la question de l'unité intersyndicale (contre les conceptions de boutique, fortes aussi bien à la CGT qu'à la GFDL), et pour la réaliser sur des bases de lutte.

Un des moyens indispensables de créer cette unité ouvrière, c'est de commencer à coordonner nos luttes, d'échanger nos différentes expériences, de combattre l'isolement entreprise par entreprise, de commencer à créer cette liaison.

C'est dans ce cadre qu'a été défini le projet de création de ce bulletin de liaison des travailleurs de la région. Tout d'abord pour se connaître, faire circuler l'information entre les usines, pour échanger les expériences, comprendre les victoires et les échecs des uns et des autres, afin qu'ils soient des acquis pour toute l'avant-garde ouvrière de la région. Mais aussi pour commencer à agir ensemble, créer une solidarité effective au niveau régional, unifier nos luttes.

L'accord s'est réalisé autour de la perspective de ce bulletin qui doit permettre, par une publication régulière, par la mise en place d'un comité de rédaction, par la tenue régulière d'assemblées générales de ceux qui y participent, de ceux qui se reconnaissent dans ce projet, de poursuivre l'échange engagé, de tisser des liaisons entre les usines, et comme maintenant de s'insérer dans le débat national de l'unification des luttes autour des Lips (cf article plus loin) en y apportant notre contribution (cf plus loin ce qui se met en place autour des Câbles et des licenciés de Durafour).

2/ QUE FAIRE DANS LES SYNDICATS ?

Des camarades ont posé le problème de la pratique syndicale dans les entreprises. Certains se sont plaint que leurs délégués passaient leur temps en réunions qui n'aboutissaient jamais, aux dépens du travail de masse dans l'entreprise.

Quelques délégués syndicaux présents se sont posés la question: qu'est-ce qu'un délégué de lutte ? Qu'en attendent les militants et les non-syndiqués ?

- faire prendre conscience aux travailleurs de la nécessité de prendre eux-mêmes en charge leurs difficultés, en discuter, les amener à la lutte par eux-mêmes et à ne pas considérer le délégué comme "l'homme à tout faire et à tout résoudre".

- faire passer l'idée qu'il n'y a qu'en se regroupant qu'on peut arriver à se faire entendre et à être plus forts face aux patrons.

- avoir des liaisons directes avec les travailleurs, privilégier les contacts personnels, discuter de notre pratique avec eux, continuer à agir à la base.

Puis une analyse s'est faite au niveau CGT-CFDT, et les camarades étaient d'accord sur la nécessité d'intervenir dans les deux syndicats, sur l'importance de l'unité intersyndicale sur des bases de lutte; les militants doivent être d'accord pour construire un rapport de force dans la boîte afin de faire face aux patrons.

On a constaté la différence entre les sections qu'on anime et celles où on est minoritaire (exemple des Câbles de Lyon-Clichy A, où la CGT est sur des positions lutte de classe, et de Kléber, où le PC est hégémonique). Dans les sections où nous sommes minoritaires, nous devons mener bataille pour la démocratie et construire un rapport de force dans le syndicat pour y faire passer notre pratique syndicale.

Pour la vie syndicale, il est nécessaire que l'information passe sans cesse à travers les travailleurs: diffusion d'information de bouche à oreille, de comptes-rendus, de revues syndicales... Il faut que les travailleurs en discutent avec nous, il faut prendre en considération leurs remarques et leurs préoccupations.

La vie syndicale doit être ouverte à tous, même aux non-syndiqués, car l'intérêt passe avant la "boutique" syndicale.

3/ LA PLACE DES FEMMES DANS L'ENTREPRISE

Une discussion s'est engagée sur le problème spécifique de la femme dans l'entreprise:

- quelle place y occupe-t-elle ?
- quelles revendications propres a-t-elle à faire passer ?
- comment lui faire prendre conscience de son exploitation ?
- comment y remédier ?

La loi est très souvent bafouée: exemple, GenearlMotors où les femmes, immigrées en majorité, travaillent jusqu'à minuit et demie.

Combien de femmes ont choisi leur "métier" ? Ne sont-elles pas venues là par hasard ou nécessité ? Souvent, elles n'ont qu'une hâte: rentrer chez elles, entre le mari et les enfants. L'entreprise ou l'usine n'est souvent qu'un lieu de passage, et l'on s'applique à bien travailler par peur du patron ou du chômage.

De plus, beaucoup de femmes n'ont pas appris encore à lutter, à sentir le besoin de se syndiquer. Car pour elles, le syndicat n'est bien souvent qu'un rassemblement de technocrates où l'on palabre entre spécialistes, et pas un lieu où elles puissent discuter de leurs problèmes et avancer des éléments de résolution. C'est pourquoi, de plus en plus, certaines femmes se regroupent et organisent des "commissions femmes", comme à Ericsson, CDF Chimie...

Ces commissions ouvertes aux non-syndiquées, permettent aux femmes de s'exprimer librement sans crainte d'être rabrouées par quelque réflexion "masculine". L'organisation des femmes entre elles doit permettre aux hommes (y compris aux militants) de se remettre eux aussi en cause pour lutter contre la mentalité sexiste.

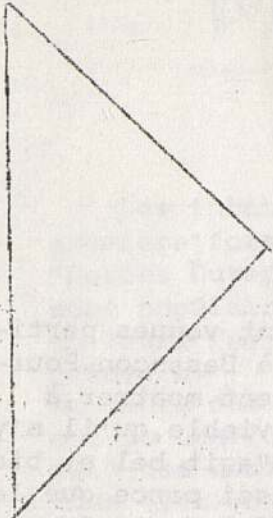
Aux Câbles de Lyon, l'an dernier, une "fête des femmes" a été organisée à la place de la fête des mères et a été un pas important pour l'expression autonome des femmes. Ce n'est qu'en s'organisant entre elles pour poser leurs revendications que les femmes contraindront les syndicats à prendre en compte leurs revendications.

4/ PROBLEMES ET LUTTES DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Près de la moitié des camarades présents à la Rencontre étaient des travailleurs immigrés. Ce n'est qu'un des reflets de leur participation aux luttes ouvrières (Chaussou, Câbles, Kléber) et de leur présence massive dans les entreprises de la région (Chaussou, Câbles de Lyon, Kléber, General Motors, Carbone).

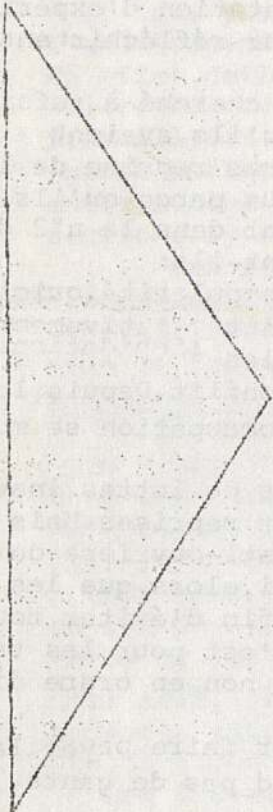
La participation des camarades immigrés à la rencontre a permis de poser les problèmes auxquels ils sont confrontés et autour desquels il est possible d'organiser la prise en charge, par tous les travailleurs, de leurs revendications et la construction d'une réelle unité entre Français et Immigrés.

Les problèmes les plus particulièrement discutés pendant la rencontre ont porté autour de la situation, des revendications et du type d'organisation des travailleurs immigrés.



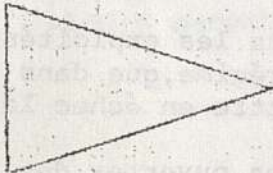
Par la répression (expulsions, contrôles policiers), par un système de cartes de séjour et de travail, par de continuelles discriminations (travail, logement, racisme), le pouvoir cherche à diviser les travailleurs français et immigrés, Afin d'empêcher une reprise en charge par la classe ouvrière dans son ensemble des revendications de la classe, mais aussi les revendications spécifiques des travailleurs immigrés: racisme, égalité des droits politiques et syndicaux, etc...

Les travailleurs immigrés ont montré l'an dernier qu'ils occupent un rôle essentiel dans les luttes ouvrières de la région. A travers ces luttes ils ont posé certaines revendications qui restent à l'ordre du jour: à Chausson et à Kléber, dissolution de l'Amicale fasciste de Hassan II; à Carbone et Kléber, délai de route pour rentrer dans les pays d'origine.

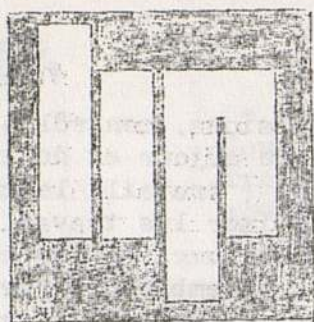


Le problème de l'unité entre les diverses nationalités immigrées a aussi été posé: par exemple, faire face aux tentatives de division entre Algériens et Marocains autour de l'"affaire" du Sahara "occidental". Et enfin le problème de l'unité entre Français et Immigrés, unité indispensable pour faire face aux tentatives de division du pouvoir et du patronat, afin de faire face aux exploiters communs et de les faire céder sur les revendications ouvrières: refus de payer la crise du système, amélioration du niveau de vie, des conditions de travail et défense de l'emploi.

Sur le type d'organisation des immigrés, la discussion a notamment porté sur la création et le renforcement de commissions syndicales Immigrés dans les entreprises, afin de poser de manière concrète les revendications des travailleurs immigrés, et de les faire assumer par l'ensemble de la section syndicale et des travailleurs de l'entreprise. Enfin, sur le type d'organisation des immigrés sur leurs lieux d'habitation, la discussion a tourné autour de l'organisation des immigrés dans l'unité avec les Français dans des comités de quartier, qui assument la popularisation des luttes des Immigrés contre le racisme, les discriminations quotidiennes qu'ils subissent, par exemple le soutien au comité de coordination des foyers SONACOTRA et localement aux foyers en lutte.



C'est par le soutien aux luttes des Immigrés, par la reprise en charge par tous les travailleurs de leurs revendications, c'est par la construction de l'unité Français-Immigrés qu'il sera possible de faire reculer les exploiters communs de la classe ouvrière, et de les faire céder.



pour une coordination des luttes

Les 8 et 9 Mai, plus de 15000 personnes sont venues participer aux "portes ouvertes" organisées par les LIP à Besançon. Pourquoi ces journées? Parceque les travailleurs voulaient montrer, à l'aide d'une visite de l'usine, que l'entreprise est viable, qu'il n'y a rien de "fatal" dans la liquidation de LIP, qu'il s'agit bel et bien d'un sabotage dont le profit ira au patronat. Mais aussi parce que les Lips, en ouvrant leurs portes aux autres luttes (Griffet, Caron Ozanne, Parisien Libéré, Imro etc..etc..) voulaient entamer avec les délégations de travailleurs venus de toute la France, une confrontation d'expériences, un début de liaison, pour rompre l'isolement, pour réfléchir ensemble à la question "comment lutter pour gagner?".

Cette année, on le voit, les Lips n'ont pas cherché à refaire des initiatives de "choc" du même type que celles qu'ils avaient prises en 73 (stockage des montres, vente sauvage après reprise de la production etc..). Si certains travailleurs sont déçus parce qu'ils attendaient du spectaculaire, les Lips leur répondent dans le n°2 de LIP-UNITE. La situation a changé depuis deux ans, disent-ils:

"En 73, le conflit LIP, riche en imagination et ppv... tité, original dans ses formes d'actions, restait cependant un conflit relativement nouveau dans une France moins touchée par le chômage, les liquidations d'usines... Rappelons-nous, c'était le premier long conflit. Depuis, le chômage s'est accentué fortement, les conflits avec occupation se multiplient."

Oui, la situation a changé. Depuis 2 ans, les formes de luttes inaugurées par les Lips, de nombreuses entreprises les ont reprises. Mais cela n'a pas suffi à mettre en échec l'offensive anti-ouvrière de plus en plus dure du pouvoir. Le problème aujourd'hui, alors que les réformistes préparent 78 en canalisant les luttes afin d'éviter toute épreuve de force qui pourrait effrayer l'électeur, c'est pour les travailleurs de s'unir pour riposter tous ensemble, et non en ordre dispersé.

Chômage, licenciements, liquidations, repression... pour faire payer la crise aux travailleurs, le régime de Giscard ne prend pas de gants. Que faire?

"seuls, nous ne sommes rien. Tous unis dans les luttes, nous vaincrons." (Lip-unité n°2)

C'est seulement en rassemblant les forces de tous les exploités, de tous les opprimés, de toutes les victimes de ce régime, que dans la lutte peut s'affirmer la force populaire qui mettra en échec la bourgeoisie de ce pays.

Pour faire cela, les discussions lors des portes ouvertes des 8 et 9 mai l'ont montré, il faut d'abord tirer ensemble des bilans d'expériences, envisager ensemble les initiatives qui centraliseront les luttes aujourd'hui isolées. Les luttes d'usines entre elles, mais aussi les luttes d'ouvriers et les luttes d'employés, de chômeurs, de paysans, d'immigrés de femmes, de soldats, d'étudiants... Pour avancer dans ce sens, le week-end de la Pentecôte, à LIP, se tiendra une RENCONTRE DES BOITES EN LUTTE. L'objectif: mettre en place les premiers éléments d'une coordination régionale et nationale, des luttes.

MOTION

ADOPTÉE A PALENTE LES 8 ET 9 MAI

PAR UNE VINGTAINE DE DELEGATIONS

Les intersyndicales CFDT, CGT, CGC qui se sont rencontrées une première fois à Griffet, une seconde fois à Lip lors des journées "Portes Ouvertes" ont pu constater à quel point ces rassemblements sont populaires. EN effet chaque fois des milliers de travailleurs et leurs familles, de nombreuses délégations d'entreprises sont présents.

Au cours des débats qui ont animé ces journées, les travailleurs ont pu confronter leurs expériences et constater à quel point, au delà des conditions particulières de chaque entreprise, ils étaient tous victimes de la même logique d'un système fondé sur le profit licenciements, chômage, repression, dégradation des conditions de travail et de vie etc...

Il leur paraît que de tels rassemblements de travailleurs dans l'unité répondent aujourd'hui à une nécessité qu'il faut développer. En effet, cette politique voulue du pouvoir, du patronat, et particulièrement des multinationales, est néfaste pour l'ensemble des travailleurs et de la population. Des branches d'activité, des régions entières sont menacées, d'où la nécessité de rassemblements entre autres régionaux, autour des entreprises en lutte avec leurs sections syndicales, leurs unions locales et départementales.

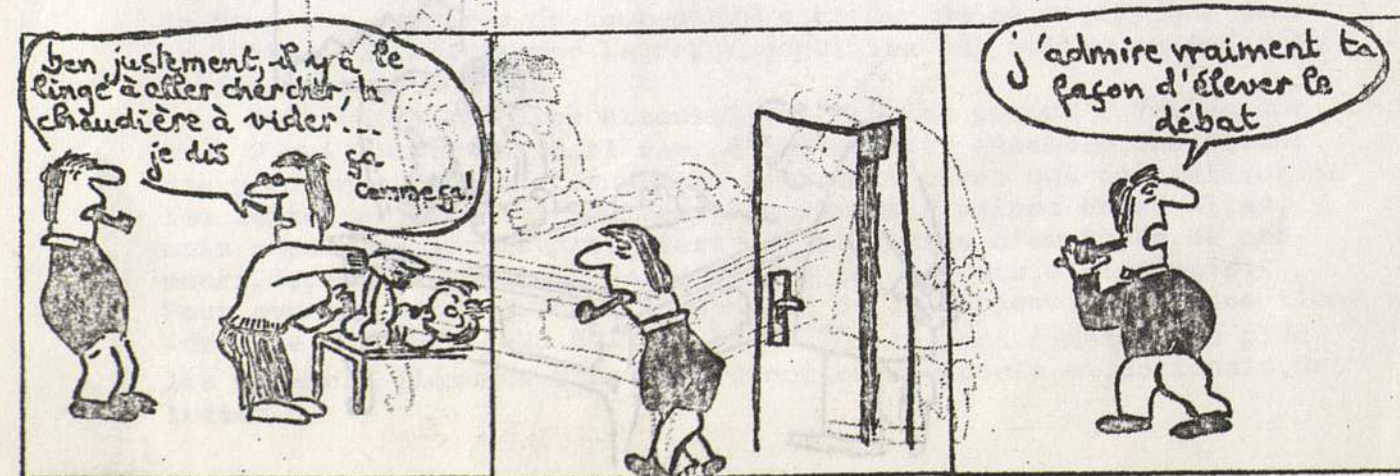
Ces rassemblements régionaux, par l'unité populaire qu'ils créent, montrent une opposition croissante à la politique du pouvoir. Il faut poursuivre et intensifier les efforts dans cette voie de façon à parvenir à un très grand rassemblement national à l'appel des travailleurs en lutte, avec leurs organisations

Les entreprises présentes hier à Griffet, aujourd'hui à Besançon à Lip, lancent un appel à toutes les entreprises en lutte, à tous ceux qui luttent dans leurs usines pour améliorer leurs conditions de vie, aux travailleurs privés d'emplois, aux immigrés en lutte, aux femmes, aux étudiants et enseignants, aux agriculteurs, à tous ceux qui combattent la repression, à toutes les victimes de ce système, afin qu'ils contribuent à la réalisation et à la réussite de ces rassemblements.

Pour cela, les entreprises présentes ont décidé de multiplier les contacts entre elles et avec beaucoup d'autres entreprises en lutte, de façon à contribuer au succès de ces rassemblements.

Les travailleurs des entreprises participantes sont bien conscients que le changement de leurs conditions de vie et de travail ne pourra se faire que par un changement de société dont les travailleurs seront les artisans.





General

Motors

La General Motors: firme automobile multinationale (plus de 80 usines dans le monde), où on fabrique des pièces détachées pour voitures, et qui emploie 2 à 3 000 personnes. Une direction de choc: depuis plus de 3 ans, elle se permet de ne pas s'asseoir à la table des négociations. Elle embauche une main d'oeuvre docile (travailleurs sous contrat temporaires) et a recours aux services de sociétés d'interim (581 travailleurs à la GMF fin Mars). Elle n'a pas peur de mettre des travailleurs au chômage technique, lorsqu'il n'y a plus de boulot. On travaille en équipes (6 h.35 à 15 h.35, 15 h.35 à 0 h.35), plus l'équipe de nuit, 9 heures de boulot. Où sont-elles, les 40 heures? Car si tu veux de la rallonge, il faut venir des samedis. L'entreprise se permet de faire travailler les femmes jusqu'à 0 h.35, ce qui est pourtant interdit par l'inspection du travail. Il y a très peu de gens en normale. Devant cette situation, les travailleurs ne sont pas restés les bras croisés.

Et depuis le 11 Mai, plusieurs secteurs ont décidé d'agir pour:

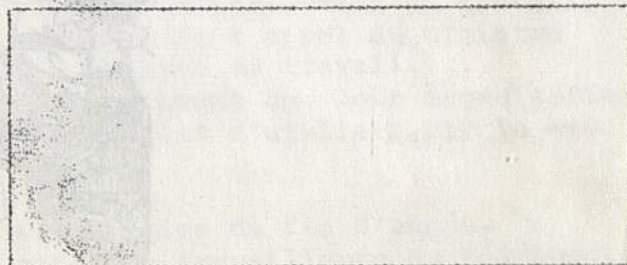
- 500 F. pour tous,
- garantie de l'emploi,
- tous les OS à 190 de coefficient,
- amélioration des conditions de travail (bleu, 1/4 h. de douche pour tout le monde, 1 h. payée pour manger).

Alors les travailleurs des embrayages, contrôles, convertisseurs, s'organisent dans chaque équipe. Il est décidé de s'arrêter 2 à 3 heures par jour, et de faire chuter la production (ce qui se traduit par une baisse de la production de 50 à 60%). Réunissant des syndiqués et des non-syndiqués, on profite de ces heures d'arrêt pour discuter sur le boulot, les cadences, les chefs qui divisent les travailleurs en instaurant des discriminations, comment faire pour faire aboutir nos revendications. On décide de populariser en direction des autres ateliers. Partant en ma-

nif dans l'usine pour expliquer le pourquoi de la grève, on décide aussi de réunir les deux équipes pour discuter de la continuité de la grève et des formes d'action unitaires, des problèmes rencontrés (cas de répression contre des camarades): on décide qu'à chaque fois qu'un gars sera appelé au bureau, c'est tous ensemble qu'il faudra y aller.

Mais alors que la lutte se développe, l'attitude des directions syndicales est de tirer le mouvement en arrière, ne prenant que de temps en temps la parole à la cantine pour dire que la grève continue. Aucun tract n'est sorti. Les directions syndicales se contentent d'appeler les autres secteurs à déposer des cahiers de revendications sans laisser réellement les travailleurs décider, et ne veulent faire arrêter les gars qu'une heure par jour. Une nouvelle fois, l'attitude des directions syndicales est lourde de conséquences sur le mouvement en cours. Il y a des risques de découragement, voyant que les autres secteurs ne suivent pas et que les directions syndicales ne mènent pas une vraie bataille dans les autres ateliers pour qu'ils suivent.

Il y a déjà des acquis dans la lutte. Les ouvrières de l'embrayage ont débrayé massivement, et c'est la première fois dans cette entreprise. Le climat a changé: on parle, on discute, on apprend à se connaître. Mardi 25 Mai, les deux équipes ont tenu une réunion commune très massive, où beaucoup de travailleurs ont pris la parole. Ils ont forcé les directions syndicales à sortir un tract commun CGT-CFDT, écrit par eux, et à ce qu'elles prennent la parole à la cantine pour que tout le monde débraye ensemble.



ECHO

DES BOÎTES

Ericsson

A Ericsson, la commission femmes CFDT a décidé d'organiser pour la fête des mères une initiative parallèle (un peu comme les Câbles qui avaient fait une fête des femmes) . Nous avons fait une exposition sur les problèmes de l'avortement et de la contraception, et sur la femme et le travail, notre place à Ericsson.

Plus de 700 personnes, hommes et femmes, sont venues. Il y a eu beaucoup des discussions autour des moyens contraceptifs (beaucoup de femmes n'avaient jamais vu de stérilet et de diaphragme) et également sur la double journée de travail: toutes les femmes s'y reconnaissaient directement, mais les hommes présents étaient beaucoup plus réticents pour admettre que les femmes, les "leurs" en particulier, subissaient cette double journée. Quelques réflexions: "Moi, je vide la poubelle" , " Je fais la vaisselle " , ou alors: " C'est quand même pas si difficile de mettre le feu sous la poêle". Ces réflexions traduisaient la méconnaissance de nos problèmes. Par contre, sur les congés enfants-malades, tout le monde était d'accord pour dire qu'il n'y avait pas de raison qu'ils soient uniquement pour les femmes, et sur la nécessité d'une crèche à Ericsson, que les femmes soient les moins payées et aient les emplois les moins intéressants (dactylos, coursiers, employées de bureau) était également difficile à contester.

C'est une première expérience, très intéressante, qui a suscité beaucoup de discussions et qui a regroupé autour de cette commission un certain nombre de femmes déterminées à agir pour que les choses changent.



Câbles de Lyon

Clichy A

Les travailleurs des Câbles de Lyon de Clichy A ont montré au cours de huit semaines de grève, l'an dernier, leur détermination pour faire aboutir leurs revendications face à la politique anti-ouvrière de la direction du trust CGE et à travers elle du Pouvoir Politique visant à réduire le niveau de vie des travailleurs, à alourdir la charge de travail des ouvriers par des réductions d'horaires et du personnel, avec pour conséquence une détérioration importante des conditions de travail et de sécurité pour les travailleurs.

La dureté de la direction face aux légitimes revendications des travailleurs, la présence de CRS dans l'usine après leur intervention contre les grévistes, n'ont pas réduit la détermination des travailleurs.

Dix mois après, la direction s'en prend, à travers ses militants les plus actifs, à la section syndicale qu'elle cherche à démanteler. Pour faire passer sa volonté contre les travailleurs, ses plans anti-ouvriers de démantèlement de l'usine (avec dans l'immédiat la suppression de 336 postes au téléphonique), la direction traîne en justice des représentants du personnel parcequ'ils ont été les dirigeants de la lutte, parcequ'ils affirmaient et continuent d'affirmer face à la direction les revendications et la détermination de classe des ouvriers de l'usine.

Face aux revendications ouvrières, la direction de Citroën utilise les jaunes de la CFT.

Aux Câbles, la direction utilise la justice des patrons, et fait condamner trois délégués du personnel... afin d'avoir des prétextes pour engager la procédure de licenciement.

Malgré la présence de réformistes dans la section syndicale, les militants les plus actifs ont pendant la grève mis en avant des nouvelles formes de lutte et ont évité que la lutte ne soit dirigée que dans la perspective d'élections futures. Pendant la mobilisation contre la répression de la direction, les camarades ont continué dans le même sens en faisant des propositions et en étant à l'offensive pendant la lutte.

A travers la mobilisation qui s'est faite dans l'usine la masse des travailleurs a montré son accord et son soutien aux camarades: par la réélection à 86% des voix de la liste syndicale, par la participation au débrayage du 6 Avril au siège de la direction, par la participation à la journée de grève du 13 Avril et à la manifestation dans les rues de Clichy avec le comité de soutien et des étudiants des facultés en grève de la région, à travers leur présence massive au gala à la Maison du Peuple de Clichy avec les travailleurs d'autres usines des Câbles de Lyon (Clichy D et Bezons) ainsi que des travailleurs de nombreuses entreprises de la région (Carbone, Kléber, CIT Alcatel, Chausson, Renault, Ericsson, Alsthom...) les travailleurs des Câbles ont manifesté massivement leur soutien à l'action des camarades et le refus de leur licenciement.

C'est cette mobilisation massive des travailleurs, c'est le vide flagrant des dossiers, qui ont fait pression sur l'inspection du travail, qui a refusé les licenciements. La direction a fait appel au ministre Durafour pour casser la décision de l'inspection du travail.

Face à cela c'est par le renforcement de leur organisation syndicale, par la création de sections syndicales d'ateliers, par la mise en avant de leurs revendications:

- augmentation uniforme
- prime de vacances indépendante de la prime de fin d'année.
- maintien de l'emploi à l'usine pour les travailleurs du téléphonique
- Amélioration des conditions de travail

(etc...)

que les travailleurs vont montrer leur ferme résolution à refuser les plans de la direction.
C'est en étant à l'offensive qu'ils feront céder la direction et son ministre Durafour et qu'ils signifieront leur refus des licenciements des camarades.



Les camarades des Câbles lancent un

« APPEL A TOUS CEUX QUI ONT EU OU QUI AURONT
A SUBIR L'ARBITRAIRE DU MINISTRE DU TRAVAIL »

Les travailleurs des Câbles savent que beaucoup d'autres travailleurs subissent la repression qui les frappe. Le sort des licenciés de Bourgogne Electronique, de Paris-Rhône et d'autres, comme celui des 3 délégués des Câbles, est entre les mains de Durafour, ministre du travail.

Pour dénoncer cet arbitraire qui est une des formes de repression anti-syndicale

Pour faire plier le ministre du travail, tous ensemble, en rassemblant aussi bien les victimes de cette repression que tous les travailleurs qui leurs sont solidaires,

La section CGT des Câbles de Clichy A organise un

MEETING/CONFERENCE DE PRESSE LE SAMEDI 12 JUIN
à 20h30, Maison du Peuple de Clichy

Des délégations de Bourgogne Electronique, de Paris Rhône, des Compresseurs Frigorifiques, etc.. seront présents à ce meeting, ainsi que des travailleurs et habitants de la banlieue Nord ouest et de la région parisienne

SOYONS-Y TOUS! DE NOTRE NOMBRE DEPEND NOTRE EFFICACITE